

Sur la position burundaise dans le conflit à l'est de la RDC

@rib News, 15/09/2013 Faire pression sur Kinshasa ou sur Kigali pour dénouer le conflit à l'est de la RDC ? Qui a raison, qui a tort ? Par Maniriho Lonce

En lisant l'article de Collette Braeckman du 12 septembre 2013 publié sur son blog (cf. Le carnet de Colette Braeckman, <http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/>), je trouve intéressantes les prises de positions de certains acteurs politiques concernés par la « question de l'est » de la RDC. Il s'agit des positions de deux des pays de la communauté internationale qui, d'une manière ou d'une autre, sont activement impliqués dans la problématique : le Burundi et la Belgique. Le premier pour le fait de sa proximité et appartenance au même ensemble régional, le second pour son passé colonial et son engagement important en matière de partenariat économique avec ce pays.

L'image qui en découle ressemble au jeu d'enfants de savoir qui a commencé l'agression et qui non, sous-entendant que c'est bien ce premier qui doit commencer à arrêter la chamaille. Force est de constater que la solution à la « question de l'est » de la RDC divise les acteurs concernés, au grand dam du citoyen congolais lambda. Kinshasa et Kigali, qui alors d'entre les deux doit s'engager le premier pour donner la chance à la paix dans le nord Kivu qui n'a que souffert ces dernières décennies ? Semble se présenter ainsi le débat. Les positions se distancient sensiblement. Sur la position du gouvernement burundais, l'auteur déclare : « Pour Nkurunziza, qui tient sans doute à rester en bons termes avec son voisin rwandais, c'est sur Kinshasa qu'il faut mettre la pression, afin qu'une offre crédible soit proposée aux rebelles, ne perde la face ». Par ailleurs, elle affirme que notre président « joue profil bas » puisque « le Burundi craint d'entraîner dans une spirale de la violence ». En effet, « selon certaines sources », dit-elle, « le M23 compterait dans ses rangs environ 700 ressortissants burundais ». Un choix de camp, somme toute, clair mais inopportun, dans le contexte politique burundais, si on tient compte de la neutralité diplomatique qu'affichait le Burundi à cet égard jusqu'à la veille de cette déclaration. J'y reviens dans les dernières lignes de cet article. De la part de la Belgique, on constate une divergence au sein même du gouvernement belge. En effet, « lors de sa visite à Matadi, Didier Reynders (ministre belge des affaires étrangères) avait estimé [...] que Kinshasa était allé aussi loin que possible » dans les concessions au M23, et qu'il fallait désormais « tracer une ligne rouge ». Cette position, jugée trop favorable à Kinshasa, lui avait valu d'être pratiquement déclaré persona non grata à Kigali ! », déclare toujours Braeckman. Jean-Pascal Labille, le ministre de la coopération, quant à lui, estime qu'« il faut maintenir le dialogue, tenir compte des réalités particulières ». Et d'ajouter : « comment ne pas reconnaître que le souvenir du génocide plombe toujours les consciences et contribue à déterminer la politique du Rwanda ? » Deux positions, donc, se dégagent. D'une part, celle pour qui il faut faire pression sur Kinshasa, et d'autre part, celle pour qui c'est Kigali qui doit amorcer le dénouement de la situation. Il est clair qu'il y a une confusion au sein du gouvernement belge quant à la voie à entreprendre pour arrêter la violence dans le Nord-Kivu. Quant à la position du gouvernement burundais, je ne sais pas si toutes les opportunités stratégiques ont été explorées avant de prendre une telle position pour Kigali et contre Kinshasa. A mon avis, je serais pour une position plus médiane et plus neutre dans cette conflictualité est-congolaise. En effet, le Burundi a fort à gagner en maintenant cette dernière position du fait qu'il partage avec les deux pays la CEPGL et que sans la RDC, cette communauté aussi vitale pour la région n'aurait pas raison d'exister. Il ne faut pas non plus oublier que presque tous les pays de la région ont déjà pris part dans ces conflits, et que seul le Burundi en avait pris la juste distance. Raison pour laquelle, le maintien d'une position burundaise plus conciliante lui ferait faire bonne figure dans la région pour une éventuelle médiation entre les parties en conflit. C'est toujours mieux qu'on ne s'en mêle puisque, l'un ou l'autre belligérant de ce conflit est notre frère avec qui un bon voisinage nous est vital.